



LE 9 MAI 2019

EN GRÈVE POUR L'AVENIR DE LA FONCTION PUBLIQUE

ET POUR LE RETRAIT DU PROJET DE LOI

Malgré un vote unanime des neuf organisations syndicales contre le projet de loi Fonction publique, Le gouvernement persiste à vouloir imposer cette loi de casse sociale !

PRÉCARITÉ

SUPPRESSIONS DE POSTES

**RECOURS AUX
CONTRATS DE MISSION**

Allongement du temps de travail
Suppression des accords locaux

Amplification des écarts
salariaux femmes - hommes

INÉGALITÉS DE TRAITEMENT

**MISE EN CONCURRENCE
DES AGENTS**

Poursuite du gel
du point d'indice
Pression des directions

NON À LA CASSE
DE LA FONCTION PUBLIQUE

RÉMUNÉRATION AU MÉRITE

RECRUTEMENT PAR CONTRAT

Opacité dans les avancements, mutations,
promotions • Favoritisme
Généralisation de l'entretien professionnel
sur des critères subjectifs

**ATTEINTES À LA FORMATION
PROFESSIONNELLE**

**SUPPRESSION
DES COMPÉTENCES DES CAP**

Fin de garanties collectives
Soumission aux intérêts
partisans

CLIENTÉLISME

SUPPRESSION DES CHSCT

Réduction des moyens alloués
à la médecine de prévention
Accroissement des risques psychosociaux

LES REVENDEICATIONS DE LA CGT POUR LES AGENTS ET LES USAGERS

- Le retrait du projet de loi Fonction publique
 - Un plan massif de résorption de la précarité
 - La création de postes statutaires pour répondre à tous les besoins
 - Le maintien des accord locaux concernant le temps de travail
 - La possibilité d'en conclure de nouveaux pour aller vers une **diminution significative du temps de travail pour tendre aux 32h**
 - Le renforcement du Statut pour préserver l'indépendance du fonctionnaire et la garantie de ses droits
 - L'augmentation de la valeur du point d'indice et le rattrapage immédiat à hauteur de 16%
 - Le renforcement de la gestion collective des carrières, et donc des CAP,
- pour que les agents ne soient pas isolés et mis en concurrence
- Le maintien et le développement de notre outil paritaire de formation professionnelle : le CNFPT
 - Le maintien des CHSCT et le développement de leurs moyens et prérogatives
 - Un service public accessible partout et pour tous qui réponde et s'adapte aux besoins sociaux de toute la population
 - La mobilisation des moyens financiers nécessaires pour l'intérêt général, qui nécessite des mesures fortes de justice fiscale

LE PROJET DE LOI FONCTION PUBLIQUE, C'EST LA DESTRUCTION DE L'ÉTAT SOCIAL. C'EST L'EXTERNALISATION DES MISSIONS AU PROFIT DU CAPITAL ET AU DÉTRIMENT DU CONTRIBUABLE.

L'INTERSYNDICALE FONCTION PUBLIQUE A RÉAFFIRMÉ SA VOLONTÉ DE METTRE EN ŒUVRE UN PROCESSUS DE MOBILISATION INSCRIT DANS LA DURÉE, DONT LE 9 MAI SERA UNE ÉTAPE FORTE !



Retrouvez l'ensemble des propositions de la CGT pour la Fonction publique sur www.cgtservicespublics.fr

FIER-E-S
D'ÊTRE
FONCTIONNAIRES



J'adhère !

Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Tél. : Courriel :@
Collectivité employeur :



À remettre à un militant CGT ou envoyer à :
Fédération CGT des Services publics | Case 547 - 263, rue de Paris - 93515 Montreuil Cedex
Tél. : 01 55 82 88 20 — Email : fdsp@cgt.fr | Site Internet : www.cgtservicespublics.fr

Pour te syndiquer en ligne, scanne le Flashcode !

